



## POLOGNE : SOLIDARNOS, UNE HISTOIRE PARTAGÉE

*En août 1980, le monde occidental n'a d'yeux que pour le chantier naval Lénine de Gdansk où 16 000 ouvriers grévistes défient le pouvoir communiste. L'espoir démocratique est en marche. Au delà des frontières, un vaste élan de solidarité se crée autour du mouvement Solidarność.*

Il fut un temps où la France se passionnait pour la Pologne, pour sa révolution en marche derrière le rideau de fer. L'occident restait baba devant le courage de milliers d'ouvriers qui, n'en pouvant plus de la hausse du prix de la viande et du manque de liberté, se levaient comme un seul homme en août 1980 pour dire non à leur régime communiste. Ils étaient, dit-on, galvanisés par les paroles du Pape polonais Jean Paul II venu les encourager deux ans auparavant : " *N'ayez pas peur* " avait-il dit au peuple. Et le peuple avait foncé, obtenant la création du premier syndicat indépendant du bloc de l'est, Solidarność, avec une cerise sur le gâteau : la retransmission en direct, sur les ondes de l'état, d'une messe saluant les accords signés à Gdansk. Une véritable première dans un pays du pacte de Varsovie.

Outre l'église dans le casting figurait un autre inédit : Ce n'était pas un intellectuel mais un simple ouvrier moustachu, l'électricien Lech Walesa qui menait, à la tête du syndicat Solidarność, la lutte contre le pot de fer. Son mouvement, au nom de la solidarité syndicale, sera largement soutenu par la CFDT. Mais pas seulement. Les Français dans leur ensemble se mobiliseront aussi, entraînés par des intellectuels comme Michel Foucault, Pierre Bourdieu et par deux artistes toujours à la pointe pour s'indigner : Yves Montand et Simone Signoret.

C'est pourquoi la déclaration de l'état de guerre en décembre 1981 provoqua deux ondes de choc. A la stupéfaction de voir le mouvement Solidarność stoppé net dans son ascension, s'ajouta l'incompréhension et la déception : A la question de savoir ce que la France allait faire, le gouvernement de gauche au pouvoir depuis mai 1981 répondait par l'intermédiaire du ministre Claude Cheysson, « *évidemment rien* ». L'affaire étant polonaise, elle « *devait être traitée entre Polonais* ». On était loin de la folle proposition de Michel Rocard « *d'envoyer la flotte dans la Baltique* », mais les militants droits de l'homme trouvèrent là des arguments supplémentaires pour leur plaidoyer en faveur du droit d'ingérence.

En France, tandis que les poitrines se couvraient de badges Solidarność, les salles obscures diffusaient les films d'Andrzej Wajda et son « *homme de fer* » recevait la palme d'or à Cannes. Les réfugiés politiques trouvaient asile en France pendant que syndicats, associations caritatives et ONG levaient des fonds, convoyaient de l'aide humanitaire et faisaient passer en douce des machines à écrire et des « ronéos » pour alimenter les publications clandestines. Et même Laurent Fabius, alors premier ministre, faisait publiquement part de ses états d'âme quand le Général Jaruzelski était reçu à Paris : c'est dire si la Pologne faisait consensus, ou presque, sur le soutien qu'il fallait accorder à sa



« libération ».

Consensus ou presque. L'Histoire se réécrit à la lumière du temps qui passe. Les rôles joués par l'église polonaise, les Européens, l'Amérique et Gorbatchev dans l'avènement démocratique polonais trouvent aujourd'hui, au delà du mythe, leurs justes mesures. Reste l'incontestable réalité des peuples : le courage de ceux qui osent se lever, la solidarité de ceux qui mettent leur cœur à les y aider.

Par Brigitte Martinez

Le 06 mai 2011

**Solidarność à travers les Unes de « Libé »** : il y a plus de 30 ans naissait à Gdansk le premier syndicat indépendant du bloc de l'est, Solidarność. Retour sur un mouvement qui contribua à faire tomber le rideau de fer.



**Libération du 22/08/1980.** La hausse des prix des produits alimentaires déclenche une série de grèves en Pologne pendant l'été 1980. Au chantier naval Lénine de Gdansk, les revendications tout d'abord économiques, deviennent politiques. A la tête de ce mouvement de contestation qui ose défier le pouvoir communiste, un électricien moustachu : Lech Walesa.



**Libération du 02/09/1980.** Le bras de fer entre les grévistes et le gouvernement se conclue par la signature le 31 aout 1980 des accords de Gdansk : Ils donnent naissance au premier syndicat indépendant du bloc de l'est, Solidarność. Avec bientôt 10 millions d'adhérents et le soutien de l'église catholique, le mouvement tiendra un rôle majeur dans l'opposition au régime.



**Libération du 14/12/1981.** La popularité de Solidarność dérange le régime. Pour que le pays revienne à la « norme communiste », le chef de l'état, le général Jaruzelski, déclare l'état de guerre en Pologne le 13 décembre 1981 : 6 000 syndicalistes sont arrêtés, Solidarność est dissous et Lech Walesa, son dirigeant, emprisonné.



**Libération du 26/01/1982** . Opposition muselée. Couvre feu, grèves interdites, militarisation des secteurs économiques. Contrôle des déplacements et des communications. Programme unique à la radio et à la TV, suspension de l'enseignement : voilà quelques aperçus d'une « normalisation » polonaise décidée par Jaruzelski pour, dit-il, sauver le pays d'une occupation soviétique. L'état de guerre se poursuit jusqu'en juillet 1983.



**Libération du 02/05/1983.** Solidarność bien que très affaibli poursuit son action dans la clandestinité avec l'édition et la diffusion et de nombreuses publications. Les églises sont les rares lieux où manifester son opposition au régime le temps d'une messe est encore possible. Lech Walesa, libéré en novembre 1982 reçoit le prix Nobel de la paix l'année suivante.



**Libération du 06/04/1989.** La « normalisation » polonaise paraît impossible. L'influence croissante de l'église et du Pape Jean Paul II, un marasme économique et des vagues de grèves amènent le gouvernement à négocier : Les accords de la table ronde du 5 avril 1989 promettent la tenue d'élections libres. Une première en Europe de l'est depuis 1946.



**Libération du 16/08/1989 .** Solidarność remporte un très large succès aux élections de juin 1989. L'un de ses membres, Tadeus Mazowieski est nommé à la tête du gouvernement. Lech Wałęsa sera élu l'année suivante à la présidence de la république. Avec Solidarność, il aura largement contribué à faire tomber le rideau de fer.